LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

DISCOURS DE JEAN-LOUIS BOURLANGES

Le 5 septembre 2025, Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères a remis à Jean-Louis Bourlanges les insignes d'officier dans l'ordre de la Légion d'honneur. Voici le texte du ministre, suivi du discours prononcé à cette occasion par Jean-Louis Bourlanges :

EXTRAITS DU DISCOURS DE JEAN-NOËL BARROT :

Cher Jean-Louis,

Votre capacité à « penser l'évènement » contribue grandement au débat national. Vous prononcez à l'Assemblée de très grands discours, qui resteront : sur l'invasion de l'Ukraine, l'OTAN, la situation au Proche-Orient. Le 23 octobre 2023, vous adressez un discours inscrit dans les annales parlementaires, dans lequel vous jetez toute la force de vos convictions et de votre éloquence, jusqu'à l'épuisement. Grâce à vous, le Parlement se hisse à la hauteur de l'Histoire.

Vous avez également beaucoup œuvré au renforcement de la diplomatie parlementaire, avec solidarité mais franchise.

Après l'annulation par l'Australie de sa commande historique de sous-marins français, vous osez vous rendre au Capitole pour dire à vos homologues américains combien la France a été outragée.

Vous êtes en Arménie – pays auquel nous sommes particulièrement attachés – quelques jours seulement avant l'invasion du Haut-Karabagh. Il faut imaginer votre silhouette churchillienne : casque vissé sur la tête, gilet pare-balle sur le dos, jumelles en main, observant les positions tenues par les Azerbaïdjanais.

Vous vous rendez également en Ukraine, dès 2022, et je salue l'ambassadeur ukrainien. Le voyage en train est éprouvant mais vous mettez un point d'honneur à ne pas bénéficier d'un traitement de faveur, preuve de votre courage et de votre humilité.

Cher Jean-Louis,

Au décès de votre ami Patrick Devedjian, vous avez ces mots pour décrire le temps révolu « où l'on s'autorisait à aimer simultanément la

beauté des choses, la force de l'esprit, la liberté des hommes et la prouesse des héros. »

Votre érudition n'a d'égale que votre exigence morale. Comme Raymond Aron, votre maître absolu, vous êtes conscient du besoin qu'a notre époque de lucidité, de réalisme et de force morale. « Il n'est pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance », dit la devise d'une revue que chacun ici connaît.

Vous n'avez jamais cessé de défendre l'héritage des Lumières, celui de Montesquieu, Chateaubriand, Tocqueville. Celui aussi de Jacques Delors, que vous avez rencontré lorsqu'il était conseiller aux affaires sociales de Chaban.

Vous défendez une vision de la société libérale, sociale, européenne, fondée sur l'Etat de droit.

Vous êtes un Européen convaincu, qui porte le projet d'une Europe forte, consciente de ses frontières et de son passé, mais tournée vers l'action, c'est-à-dire vers l'avenir.

Lorsque vous devenez président du Mouvement européen en France, en 1995, Jean François-Poncet, qui avait été ministre des Affaires étrangères de Valéry Giscard d'Estaing, dit à ses proches : « vous trouviez que j'étais fort, Jean-Louis Bourlanges est encore plus fort ! »

A Sciences Po, vous assurez un enseignement sur les institutions européennes pendant 13 ans, parvenant à passionner des générations d'étudiants. Avec vous, le système européen prend vie : vous faites revivre, en les imitant, les hommes et les femmes qui l'ont forgé. Il y a peut-être, en matière d'instruction, une « méthode Bourlanges » à répliquer dans certaines académies.

Car Jean-Louis Bourlanges a un talent d'acteur inimitable. Il fait le bonheur des auditeurs du Nouvel Esprit public, et nous pouvons saluer le flair de Philippe Meyer qui vous a fait venir à son micro.

C'est en 1995, alors qu'Alain Juppé vient de former son premier gouvernement, qu'il veut moderne et féminisé – grâce aux « Juppettes » ! Vous ne lui prédisez pas un grand avenir : « ce gouvernement n'ira pas loin, car il manque de gros », déclarez-vous. L'avenir vous donne raison ! Et grâce à cette analyse politique, Philippe Meyer vous recrute !

Trois constantes se détachent dans vos interventions au Nouvel Esprit public.

La première, c'est que vous n'intervenez jamais le premier ! Vous êtes une sorte de diesel radiophonique, qui a besoin de temps pour se chauffer.

La deuxième, c'est que vous raffolez des émissions en public, qui permettent à votre côté cabot de s'exprimer pleinement. Pour tester les micros – et surtout pour le plus grand plaisir de vos auditeurs fidèles – vous déclamez des pages entières des Mémoires d'outre-tombe : « Lorsque, dans le silence de l'abjection…

[Jean-Louis Bourlanges poursuit :] …l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'empire ; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde. »

Enfin, dernière constante, c'est votre refus de céder à la concision. Votre compère Philippe Meyer se moque volontiers de vous : « Je serai bref, et ce pour douze raisons… »

Cher Jean-Louis,

Si vous avez la voix de Stentor, vous avez aussi la persévérance de Pénélope, faisant et défaisant quotidiennement sa toile. Car voilà des années que vous travaillez à l'écriture d'un livre – le livre de Jean-Louis Bourlanges sur le Centre. Tous vos amis en ont entendu parler, les plus chanceux en ont lu des extraits. Les libraires en rêvent, les lecteurs l'attendent, les centristes s'impatientent, mais il est vrai qu'en ce moment, l'actualité vous oblige à ajouter régulièrement de nouveaux chapitres pour être exhaustif !

Avant de vous remettre les insignes d'officier de la Légion d'Honneur, pour l'engagement constant dont vous avez fait preuve au service de la France et de l'Europe, permettez-moi de saluer aussi l'homme généreux et fidèle que vous êtes. Vous êtes un homme de cœur, un homme de copains – dont beaucoup sont là ce soir, des « amis de trente ans », des vrais !

Votre famille occupe également une place essentielle dans votre vie : votre fille Sophie, votre gendre Tanguy, vos petits-enfants Paul et Jean. Ils sont votre moteur et votre priorité. Je n'oublie pas qu'en 2007, c'est pour être au chevet d'Angéline que vous abandonnez votre mandat de député européen. Cela en dit beaucoup.

Elle repose au cimetière marin de Varengeville, ce coin de Normandie auquel vous êtes si attaché.

Varengeville, où les falaises de craie se jettent dans la mer. Où Georges Braques passa ses trente dernières années. « L'art est une blessure qui devient lumière », disait-il, lui qui aimait représenter l'envol des oiseaux, où se mêlent la gravité et la grâce.

Cher Jean-Louis, la République s'apprête à vous distinguer ici, dans le Salon de l'Horloge.

Sous le regard d'Aristide Briand, homme de paix, orfèvre du Parlement. 100 ans, presque jour pour jour, après la signature des accords de Locarno, dont il fut l'artisan.

Sous le regard de Robert Schuman, homme visionnaire, réconciliateur. 75 ans, presque jour pour jour, après sa déclaration du 9 mai 1950.

Et au moment de vous épingler, la République s'incline devant vos accomplissements et les services que vous lui avez rendus. Elle s'approche de vous et, vous donnant l'accolade, elle vous chuchote à l'oreille : « Continuez, Jean-Louis Bourlanges, à attendrir les étoiles ».

* * *

Monsieur Jean-Louis Bourlanges, au nom du Président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons Officier de la Légion d'honneur.

DISCOURS DE JEAN-LOUIS BOURLANGES :

Messieurs les Premiers ministres, mesdames et messieurs les ministres, députés, ambassadeurs, serviteurs de l'État, acteurs de la société civile, monsieur l'évêque de Nanterre, chers amis, soyez tous salués en vos grades et qualités et surtout soyez tous remerciés d'accompagner ici et ce soir l'adieu aux armes d'un modeste légionnaire élevé, à l'heure de la retraite — mieux vaut tard que jamais — au grade d'officier.

Monsieur le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, permettez-moi avant toute chose de vous remercier de nous accueillir, moi et tous nos amis, dans ce lieu prestigieux où s'est conçue et menée depuis près de deux siècles l'action internationale de la France et où — nous sommes au Salon de l'Horloge — a été lancé il y a déjà soixante-quinze ans, ça passe vite mais ça avance lentement, l'appel fondateur à l'union des Européens. Je suis très sensible, mon cher ministre, à ce que ce soit vous qui me remettiez, au crépuscule de ma vie publique, les insignes de cette prestigieuse distinction que, vous l'imaginez bien, je reçois avec une forte émotion. Vous, Jean-Noël, c'est-à-dire un homme d'avenir et de fidélité, à côté de qui j'ai siégé au Parlement et que j'ai vu, par le travail, la rigueur et le talent, s'élever irrésistiblement dans le cursus honorum. Mais vous surtout, qu'un mélange fécond de tradition familiale et de conviction personnelle a porté aux avant-postes du combat pour l'Europe. Comme vous, nous pensons tous ici qu'il doit être le combat cardinal d'une France et d'une civilisation qui entendent vivre et participer à l'édification du monde de demain, et pas simplement y survivre, assaillies et marginalisées.

Nous appartenons, mon cher ministre, à deux générations différentes et nous pourrions voir dans cette cérémonie, après les paroles si chaleureuses que vous avez prononcées à mon endroit, un passage de relais, si du moins j'avais jamais exercé plus que l'ombre d'un pouvoir et

si vous-même n'étiez pas déjà de plain-pied dans les grandes affaires. Ma génération, celle des enfants de l'après-guerre, ceux que l'on qualifie aujourd'hui, avec une condescendance plus ou moins apitoyée, de "boomers", n'a pas bonne presse. On l'accuse d'avoir beaucoup hérité, insuffisamment inventé, passablement abusé, et surtout d'avoir été incapable de relever les terribles défis que nous lance une histoire désormais ingrate, sévère et menaçante, une histoire qui se fait de plus en plus sans nous et qui tend désormais, de Washington à Shanghai en passant par Moscou, à se faire contre nous.

La génération à laquelle j'appartiens a reçu de celle qui l'a précédée un immense héritage et, au moment de poser le sac, j'ai, c'est vrai, le sentiment que les hommes et les femmes de mon temps n'ont pas été pleinement à la hauteur de cet héritage. J'ai eu la chance d'inscrire la première partie de ma vie dans le sillage de deux personnalités exceptionnelles : ma mère et le général de Gaulle. À leur manière, tout en bas pour l'une, tout en haut pour l'autre, ils ont été pour moi à la fois les symboles et les acteurs de cette France du courage, de l'effort et de la vaillance qui, après les terribles épreuves des deux guerres, avait su trouver les chemins de la liberté, de la solidarité, de la croissance et du progrès. Je revois ma mère, élevant seule son enfant unique, partir au bureau tôt le matin avec sa gamelle de déjeuner sous le bras pour travailler six jours sur sept — on n'en était pas encore à ce que Paul Reynaud avait, non sans dédain, appelé "la semaine des deux dimanches" — et cela jusqu'à soixante-cinq ans bien comptés. Pour elle, le progrès a cependant été régulier, continu, transformateur. Et s'il a été obtenu de haute lutte, ce fut dans une atmosphère de reconquête dynamique, confiante et heureuse.

Du général de Gaulle, je ne dirai qu'une chose : c'est que ce fut l'honneur de ma jeunesse que d'avoir, à l'UJP, à Notre République, avec

les gaullistes de gauche mais à part de la majorité de ma cohorte, servi cet homme et son action, même si par la suite, j'ai comme d'autres — comme Jacques Chaban-Delmas, comme Raymond Barre ou comme mon camarade Michel Barnier — tiré l'héritage dans un sens résolument européen et, sous le magistère intellectuel de Raymond Aron, non moins résolument libéral.

"Mon cher et vieux pays, nous voici à nouveau dans l'épreuve", avait dit le général de Gaulle au cœur de la tragédie algérienne. Aujourd'hui, l'épreuve est à nouveau là, menaçant dramatiquement entre autres les choix nécessaires du Premier ministre et du gouvernement, cher Jean-Noël, auquel vous avez l'honneur d'appartenir. C'est un devoir intellectuel, moral et politique, de se rappeler maintenant ce que nous devons tous à la génération des résistants et des reconstructeurs qui a réinventé une civilisation détruite, rétabli l'État de droit et les libertés fondamentales, fait coïncider les exigences de la croissance et de la solidarité, tourné la page de l'aventure coloniale, donné force à la sécurité collective et, consécration majeure, pavé le chemin de l'Europe unie. Jamais dans l'histoire de l'humanité et nulle part ailleurs sur cette terre, les hommes et les femmes n'ont connu de si longues années de paix, de liberté, de prospérité et de solidarité.

Il a fallu l'union sur l'essentiel des hommes de l'après-guerre — gaullistes, socialistes, démocrates-chrétiens, libéraux et même, fût-ce à l'insu de leur plein gré, communistes — pour bâtir la France la plus libre, la plus sûre, la plus confiante et la plus européenne de sa longue et belle histoire. Malheur au peuple qui oublierait cette dette immense et les devoirs qu'elle impose à ceux qui ont reçu ce précieux patrimoine en partage.

Qu'avons-nous fait de cet héritage qui nous a été progressivement transmis entre 1968 et 1989 ? Pour une part, et ce fut pour les gens de mon âge la meilleure, nous l'avons assumé et enrichi. Sociologiquement, la génération des boomers s'est imposée en 1981, mais politiquement cette prise de pouvoir s'est d'abord opérée sous le contrôle inspiré des dernières grandes personnalités de l'après-guerre. La résistance victorieuse au totalitarisme et la relance de la construction européenne ont été menées à bien sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, de François Mitterrand, de Raymond Barre, d'Édouard Balladur, de Jacques Delors et, bien entendu, de Simone Veil qui a su incarner, plus et mieux que quiconque, toutes les résiliences et toutes les espérances de l'Europe nouvelle.

La suite a été moins brillante. Déjà le basculement dans les mauvais choix, ceux de la déconnexion entre l'exigence économique et les aspirations sociales, avait été fait en 1981. Et depuis lors, droite et gauche, unies dans la même inertie et dans la même irresponsabilité, nous n'en sommes jamais sortis. Ma génération en a bien profité, trop profité assurément, et elle continue de le faire puisque, intelligemment munie de son bulletin de vote, elle est parvenue à esquiver jusque-là les nouvelles charges de la solidarité exigées par les coups d'accordéon de la démographie.

En vérité, livrés à nous-mêmes, nous sommes passés à côté d'une triple exigence. Nous avions le devoir d'être lucides et nous avons été naïfs. Nous avions le devoir d'être forts et nous avons été faibles. Nous avions le devoir d'être solidaires et nous avons été égoïstes et divisés.

La lucidité nous commandait de comprendre que, comme l'a souligné Jean-Marie Guéhenno, nous n'avions pas gagné la guerre froide, même si les Russes l'avaient perdue. Beaucoup d'entre nous — mais pas moi —

ont cru alors à la fin de l'histoire, aux dividendes de la paix, à l'extension spontanée et indéfinie des valeurs euro-onusiennes et au glissement en douceur de l'Union européenne vers une communauté mondiale libérale et apaisée. Tout était faux dans ce tableau et nous payons aujourd'hui ces erreurs au prix fort. Non seulement ces valeurs, dont nous sommes si fiers et à juste titre, n'ont pas progressé dans le monde, mais les valeurs opposées gagnent partout du terrain, y compris au sein des pays phares de l'humanisme occidental, comme les États-Unis ou Israël. Les tentations illibérales et antidémocratiques ont gagné une part croissante de l'Europe centrale, orientale et balkanique et n'épargnent plus désormais ni l'Allemagne, ni surtout la France, où elles menacent à présent de gagner la partie.

Au moment même où les grands défis que nous avons à relever ont une dimension planétaire inédite, la communauté internationale tout entière se transforme en un champ de bataille ouvert à toutes les surenchères et à toutes les violences. De cette déchéance des valeurs témoignent deux des plus grandes tragédies actuelles : d'abord celle de Gaza, livrée à un processus de destruction massive et des Palestiniens niés dans leur droit à disposer d'eux-mêmes ; ensuite celle de l'Europe et de ses déclinaisons ukrainienne, géorgienne et arménienne, une Europe non seulement agressée par les Russes mais aussi — dramatique bouleversement — lâchée et même combattue dans ses intérêts économiques, son aspiration à l'unité et ses valeurs fondamentales par les États-Unis, c'est-à-dire par le plus ancien, le plus proche et le plus puissant de ses amis traditionnels.

Sur la Palestine, je me contenterai d'évoquer ici une conversation entre Yitzhak Rabin et un de nos grands diplomates, qui me l'avait rapportée. C'était quelques mois seulement avant qu'il fût assassiné par les gens que l'on sait. Rabin expliquait que la création d'un État palestinien à côté

de celui d'Israël était la condition de survie du sionisme, car seule, disait-il, elle permettait d'éviter soit le naufrage de l'identité sioniste, qui serait noyée au sein d'un État palestinien multiconfessionnel et multiethnique, soit le naufrage des valeurs sionistes impliqué par la création d'une communauté asymétrique et inégalitaire, bâtie sur le modèle de l'apartheid. Je ne puis, cher Jean-Noël, qu'approuver l'intention française de reconnaître dans quelques semaines un État palestinien que nous voulons assez fort et respecté de tous pour imposer sa loi à Gaza comme en Cisjordanie. Ce que Theodor Herzl exigeait pour les Juifs — un État souverain pour voir leur identité reconnue — s'applique mot pour mot aux Palestiniens. Monsieur le ministre, vous avez prononcé récemment à l'ONU, sur le sujet, des paroles très fortes et très justes. Chacun devrait les faire siennes, y compris les Juifs de France, dont je partage pleinement les inquiétudes et l'indignation face à une évidente renaissance de l'antisémitisme, mais qui n'ont rien à gagner à voir Israël s'éloigner des valeurs que portaient les fondateurs d'un État hébreu humaniste, libéral et démocratique.

S'agissant de l'Europe, nous devions à la fois revisiter notre projet et surmonter nos divisions. Nous n'avons fait ni l'un ni l'autre. Il nous faut admettre que l'Union européenne doit être l'expression d'une civilisation particulière autant que l'ébauche d'une société universelle. Les Européens doivent s'accepter dans leur finitude géopolitique. Il leur faut substituer des logiques de confrontation, de vaillance, d'équilibre et de réciprocité au culte de l'extension indéfinie, de l'exemplarité unilatérale et de la contagion pédagogique. Cette révolution, nous en avons proclamé la nécessité mais nous ne l'assumons pas vraiment.

Les démocraties européennes sont confrontées à une situation d'une gravité inédite, caractérisée par l'hostilité convergente de deux puissances, et non plus d'une seule : la Fédération de Russie et les États-

Unis d'Amérique. Face à ces deux menaces, qu'avons-nous fait ? Alors que nous avons un produit intérieur dix fois supérieur à celui des Russes, nous avons été incapables, en trois ans, de mettre simplement les Ukrainiens à parité d'armes et de munitions avec leur agresseur. Songez que sur exactement le même laps de temps, les Américains, dont l'armée était bien peu de chose en décembre 1941, ont bâti une force capable de gagner la guerre en Europe et dans le Pacifique. Il est inadmissible que nous n'ayons aujourd'hui ni la volonté ni les moyens d'assurer vis-à-vis de l'Ukraine la relève d'une Amérique défaillante.

Sur le plan économique et technologique, on observe la même incapacité paralysante. Les rapports Draghi et Letta ont analysé le mal et proposé les remèdes. Nous les avons lus, acclamés et nous n'avons pas commencé la moindre mise en œuvre significative.

Nous sommes des enfants gâtés de l'histoire, habitués depuis trop longtemps — Trump a raison sur ce point — à tout recevoir sans avoir à nous battre. Et de plus, nous sommes divisés. La plupart des Européens ont, comme dans le théâtre de Feydeau, un fil à la patte qui les attache ailleurs. À la Russie, de plus en plus, pour l'Europe centro-balkanique emmenée par les Hongrois. Aux États-Unis pour les grands États de l'Europe de la vaillance : l'Allemagne, la Pologne, le Royaume-Uni, les États du Nord. Les uns entreprennent de regarder à l'Est. Les autres continuent de regarder à l'Ouest et tiennent que notre but doit être de convaincre celui qui nous veut du mal de ne pas nous en faire ! Sur les droits de douane comme sur l'OTAN, il faudrait céder pour amadouer. On est en plein syndrome de Stockholm. Pour les Européens, cette schizophrénie est mortelle. Ce qu'ils ne feront pas pour eux-mêmes, personne ne le fera pour eux.

Quand je regarde ce qui n'a pas marché au cours des trente dernières années, je vois, au fond des choses, une crise de toutes les solidarités. Nous avons réduit la solidarité à un partage à la Ruy Blas entre des solliciteurs au bord de la crise de nerfs. Mais nous avons laissé se creuser toutes les fractures : territoriales, communautaires, générationnelles, écologiques et de genre. Nous n'avons su ni réunir, ni transmettre, ni investir.

Quand je me penche sur ce que fut ma vie politique, je constate que je n'ai jamais accédé aux grands emplois et je crois que ce n'est pas l'effet du hasard. Sans doute n'ai-je jamais eu le mélange de qualités et de défauts nécessaire aux grandes réussites, j'entends par là d'abord l'audace et la plasticité. Je crois toutefois que l'essentiel est ailleurs. L'essentiel, c'est que je ne me suis jamais pleinement reconnu dans les choix dominants des hommes et des femmes de ma génération. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Édouard Balladur : j'ai toujours choisi les meilleurs … et les perdants.

Il y a huit ans, j'ai espéré qu'un homme jeune, brillant, travailleur et compétent pourrait conjurer la malédiction de l'engourdissement français, mais nous voyons bien aujourd'hui que ce que Sartre appelle "le pratico-inerte" a eu raison de cette espérance. Jadis la droite incarnait la fidélité, la gauche la justice, le centre la concorde et la modération. Aujourd'hui, la gauche incarne le ressentiment, la droite la crainte et l'exclusion, et le centre est devenu l'arbitre récusé des divisions nationales et des passions inconciliables.

À l'heure où s'achève ma vie publique, j'ai un peu le sentiment d'avoir labouré la mer et de quitter un monde perdu de convulsions et de dangers. À l'impératrice Eugénie qui demandait à Ernest Lavisse quels avaient été les moments heureux de notre histoire, le grand historien

avait répondu : “je crains, madame, que ça ne se soit jamais bien passé.” Prenez donc, chers amis, ma mélancolie pour de la sagesse.

À mes enfants, Sophie et son mari qui sont ici, à vous, Jean-Noël, qui êtes ce soir à la fois mon parrain et mon filleul, et surtout à mes petits-enfants qui vont hériter du meilleur comme du pire, je ne donnerai que deux conseils : prenez exemple sur la génération qui a précédé la mienne et surtout tâchez de faire mieux que nous. Voyez loin, pensez juste, soyez forts.